



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 428 du 10 avril 2026

- Coup de poker menteur de Trump-Netanyahu, un cessez-le-feu illusoire dans l'agression criminelle des USA et d'Israël contre l'Iran, le Liban et le peuple palestinien - *Yvan Lemaître*
- Dans le contexte de mondialisation de la guerre économique et militaire, de la menace de krach capitaliste, le mouvement ouvrier et révolutionnaire après les municipales - *Démocratie révolutionnaire*

Coup de poker menteur de Trump-Netanyahu, un cessez-le-feu illusoire dans l'agression criminelle des USA et d'Israël contre l'Iran, le Liban et le peuple palestinien

Après avoir déclaré vouloir ramener l'Iran « à l'âge de pierre » - « Une civilisation entière va mourir ce soir, pour ne jamais réapparaître » -, mardi, Trump a annoncé un « cessez-le-feu » de deux semaines, « une victoire totale et complète » a-t-il ajouté. Contrairement à ce qui aurait été dit, le cessez-le feu « ne concerne pas le Liban » a immédiatement précisé Israël. L'armée israélienne pilonne Beyrouth, un odieux massacre, véritable carnage, auquel Trump a donné son aval tout en faisant pression sur Netanyahu qui annonçait jeudi : « A la lumière des demandes répétées du Liban d'ouvrir des négociations directes avec Israël, j'ai donné hier au gouvernement instruction d'ouvrir dès que possible des négociations directes avec le Liban ».

Trump propose un cessez-le feu et Netanyahu poursuit sa guerre génocidaire en proposant des négociations, un cessez-le-feu pour poursuivre la guerre, cynique double jeu dans une fuite en avant belliciste dans laquelle les USA montrent à la face du monde que « la paix par la force » se résume à une offensive de domination militaire destructrice au mépris des peuples et de ses propres alliés, la stratégie du fou dépassé par une situation dont il a perdu toute maîtrise.

Ce cessez-le feu est censé ouvrir, dès ce samedi à Islamabad au Pakistan, des négociations qui ressemblent à une partie de poker menteur. Il ne repose sur aucun accord écrit. L'Iran accepterait de rouvrir le détroit d'Ormuz, du moins si le cessez-le feu devient effectif, ce qui n'est pas le cas au regard de la furie guerrière de Netanyahu qui compromet ainsi l'ouverture des négociations. Les États-Unis acceptent de parler « en personne » avec une délégation iranienne mais les bases des discussions restent dans le vague Trump laissant croire qu'il n'écarterait pas par avance le « plan en 10 points » iranien dont la poursuite de son programme nucléaire, le maintien

du contrôle iranien sur Ormuz, la levée de toutes les sanctions. Confusion désavouée par Vance qui dirigera la délégation américaine. Cette confusion signe, de fait, « une débâcle » écrit *Le Monde*, un recul, résultat de pressions diplomatiques mais aussi des mobilisations de Minneapolis, de No Kings, du rejet par les travailleur-es et les classes populaires américains de la guerre et de la crise politique qu'elle provoque au sommet de l'État dont Trump, le bouffon sénile, est le point de convergence. De plus en plus nombreux, y compris au sein des Républicains, sont ceux qui craignent que son discrédit ne laisse aux Démocrates la possibilité d'engager une procédure de destitution. Et surtout que ce discrédit ne soit encore plus grand dans les rapports internationaux, une véritable défaite politique pour les USA, symptôme de l'impasse du Make America Great Again.

Ceci dit, ce « cessez-le feu » ni n'efface les terribles destructions provoquées par l'agression américano-israélienne ni n'écarter les menaces de Trump et du Pentagone. Il n'est qu'un semblant de trêve dans le déferlement de violences destructrices dans la guerre sans fin qui frappe le Moyen-Orient victime des convoitises et des besoins des grandes puissances occidentales de contrôler le pétrole et, aujourd'hui, de reconquérir leurs positions perdues pour faire face à la concurrence mondialisée.

La folle et criminelle aventure militaire de Trump-Netanyahu n'est pas le seul produit d'un président dément et sénile et des ambitions sionistes illimitées de Netanyahu mais bien le produit de la fuite en avant d'une classe dominante emportée par la même folie sénile et les mêmes ambitions de domination que les deux dictateurs. Ni le congrès américain, ni le Pentagone, ni Wall Street ni la Knesset en Israël ne s'opposent au projet de Trump et Netanyahu qui sont bien ceux de l'oligarchie finan-

cière des milliardaires et des sommets de l'administration américaine. Le Parti démocrate attend les élections de novembre en espérant capitaliser le discrédit de Trump sans s'opposer à la guerre commencée, de fait, sous Biden. Et ici en France, Macron s'aligne en essayant de faire entendre sa propre voix alors qu'un consensus militariste domine les partis parlementaires tous empressés de stigmatiser LFI qui, tout en restant dans le cadre national du capitalisme français, condamne la guerre contre l'Iran.

Le militarisme est une composante de la politique économique des Etats et des classes dominantes, de la concurrence capitaliste. Guerre pour le partage du monde comme lors de la Première puis de la Deuxième guerre mondiale, guerre pour perpétuer une domination coloniale condamnée face aux soulèvements des peuples pour leur indépendance comme au Vietnam ou en Algérie et pour les soumettre au marché capitaliste. Guerre aujourd'hui, à l'heure du capitalisme financiarisé mondialisé, pour le partage de la plus-value produite par le prolétariat mondial, le contrôle des marchés, des matières premières et de l'énergie, guerre mondialisée dans laquelle toutes les nations sont entraînées.

L'agression terroriste contre l'Iran le 28 février 2026 par les États-Unis et Israël, avec en retour la fermeture du détroit d'Ormuz, a provoqué un choc économique mondial avec la flambée des prix du pétrole, une spéculation, qui se sont traduites par une hausse des prix de l'essence sur toute la planète, y compris aux USA, dont les travailleur·es et les classes populaires sont les principales et premières victimes.

Guerre pour les profits et profits de guerre sont une même politique de la minorité capitaliste. Les majors pétrolières prospèrent dans la guerre sans même parler des délits d'initiés de Trump et de ses amis pour spéculer à Wall Street.

Le pétrole est coté sur un marché mondial spéculatif. Quand Ormuz est bloqué, le prix mondial s'envole même si 80 % du pétrole qui transite par Ormuz va en Asie. Les principaux gagnants de la guerre sont les exportateurs étasuniens de gaz naturel.

Dans la foulée, tous les prix vont exploser et le cessez-le-feu tout au plus calmera le jeu d'autant que la poussée inflationniste pourrait provoquer une récession accompagnée d'un krach financier.

Quoi qu'il en soit, ce sont les prolétaires du monde entier qui paieront la facture. Trump a annoncé la couleur aux USA et aucun pays n'aura d'autres choix que la même fuite en avant.

Il réclame 200 milliards de dollars pour la guerre menée actuellement contre l'Iran, propose également un budget de la défense de 1500 milliards de dollars pour l'exercice 2027, contre environ 1000 milliards l'an dernier, soit 50 % de hausse.

« *Nous sommes en guerre, a-t-il déclaré. Nous ne pouvons pas nous occuper des crèches* ». Les cinq premières semaines de la guerre auraient coûté un peu plus de

31,5 milliards de dollars qui auraient pu servir à financer les programmes sociaux au lieu d'être pris sur eux et de servir à alimenter les profits de l'industrie d'armement.

Superprofits, hausse des prix, austérité, licenciements constituent la deuxième dimension de la guerre, la guerre sociale.

Les vautours profiteurs de guerre

Les compagnies pétrolières européennes ont réalisé 81,4 millions d'euros de surprofits par jour depuis le début de la guerre. En France, cette somme atteint 11,6 millions d'euros.

Dans les deux premières semaines, les six principales majors pétrolières occidentales - ExxonMobil, Chevron, Shell, BP, Eni et TotalEnergies - ont vu leur capitalisation boursière augmenter de pas moins de 130 milliards de dollars. Les marchés financiers anticipent les « superprofits » à venir...

« *L'indice des 120 plus grandes compagnies pétrolières et gazières mondiales, qui, pour moitié sont américaines, a bondi de 30 % depuis le début de l'année 2026, soit une augmentation de capitalisation boursière de plus de 1 000 milliards de dollars en trois mois* », selon Zucman qui précise qu'environ la moitié de la hausse a été réalisée depuis le 28 février.

TotalEnergies a engrangé 60 milliards d'euros de bénéfices nets entre 2022 et 2025.

Aujourd'hui, il se permet de bloquer le prix de l'essence et du gazole parce qu'en spéculant sur la hausse du cours du pétrole dès le début de la guerre contre l'Iran, il a encaissé un milliard de dollars de profits exceptionnels durant le seul mois de mars.

Les raffineurs ont multiplié leur marge par quatre en un mois. Ils achètent le pétrole brut plus cher, mais ils en profitent pour augmenter les prix de l'essence, du gazole et du fioul dans des proportions bien plus grandes.

Après le semblant de cessez-le-feu annoncé par Trump, l'optimisme serait de mise. Il n'en est rien, en réalité le « *choc énergétique* », c'est-à-dire les spéculations des profiteurs de guerre contre les populations au risque d'une crise économique majeure, poursuivront leur œuvre destructrice.

L'ennemi principal est dans notre propre pays

Contrairement à ce que Macron prétend, la France est bien engagée directement dans la guerre contre l'Iran, engagement dont profite directement et indirectement TotalEnergies qui jouit de concessions pétrolières ou qui exploite en Irak le gaz et le pétrole dans le sud du pays, contrats garantis par la présence militaire française. Quatre des cinq principaux clients de l'armement français, deuxième vendeur mondial, sont des États du Moyen-Orient.

Mercredi, le conseil des ministres a discuté une actualisation de la loi de programmation militaire qui prévoit une

hausse de 36 milliards d'euros de budget de l'armée d'ici à 2030 sur le total déjà prévu de 413 milliards d'euros pour la période 2024-2030.

Invoquant la souveraineté nationale, l'État s'adapte à la guerre économique et militaire de Trump pour y trouver sa place et justifie ainsi sa politique d'austérité au nom de laquelle il est resté passif devant les hausses spéculatives des prix du carburant.

Les travailleur·es n'ont aucune raison de se plier à une politique au service de Total, Dassault, Thalès et autres multinationales qui visent à leur imposer des sacrifices pour nourrir les profits.

Lutter contre la flambée des prix, c'est lutter contre la politique de l'État qui l'impose et contre la guerre qui la provoque et on ne peut pas lutter contre la guerre sans s'attaquer à l'État français, allié des USA, qui y participe.

L'État n'est pas neutre dans cette affaire, il est actionnaire indirect de TotalEnergies. Il signe les contrats d'armement avec les pétromonarchies. Il est acteur et complice de la politique des grands groupes capitalistes, leur fondé de pouvoir.

En appeler à l'État ou imposer le contrôle des travailleur·es

Contrairement à ce que font, impuissants, les partis de la gauche parlementaire ou les directions syndicales adeptes du dialogue social, il est vain de quémander auprès du gouvernement des mesures qui protégeraient notre niveau de vie.

La perte de revenus provoquée par la flambée des prix de l'essence et de tous les autres produits, nous ne pouvons la récupérer que là où elle se trouve, dans les milliards de profits qui s'accumulent chez Total et les multinationales.

Nous avons besoin d'une mobilisation collective pour imposer l'augmentation des salaires et leur indexation sur l'inflation. Contre les licenciements et le chômage, le partage du travail entre toutes et tous, l'échelle mobile des heures de travail.

L'ensemble de nos exigences s'inscrit dans une perspective plus large sans craindre « *une incursion profonde dans le domaine de la propriété privée* » selon la formule de Trotsky : imposer le contrôle des travailleur·es, exiger l'ouverture des livres de compte pour lever le secret commercial qui sert à camoufler les spéculations, le racket qu'opèrent les multinationales contre la population.

Cela suppose d'être en mesure d'instituer des comités composés de travailleur·es et d'usager·es capables de vérifier concrètement la formation des prix, les marges, les mécanismes de spéculation, les coûts de production, de contrôler, de décider aussi.

S'organiser dans l'objectif de mettre en œuvre une telle politique de classe, c'est poser la question du pouvoir politique, d'un gouvernement des travailleur·es, de l'ensemble des producteurs, salariés ou travailleurs indépendants, petit paysans et petits patrons pour prendre la direction de l'économie par l'expropriation des banques et des multinationales pour annuler la dette et construire un monopole public bancaire. Un gouvernement des travailleur·es romprait avec le militarisme et le nationalisme pour mettre en place une politique de coopération et de solidarité entre les nations, en particulier au Moyen-Orient, rompant avec la continuité de la politique coloniale et impérialiste de l'État Français.

Un front de classe internationaliste contre la guerre, l'austérité et la vie chère, pour le contrôle des travailleur·es

Une telle politique vitale pour la défense de nos conditions de vie, la défense de la civilisation que le capitalisme en faillite menace d'anéantir passe par l'unité du monde du travail et de ses organisations en rupture avec toutes les forces politiques et les directions syndicales qui restent soumises à l'idéologie nationaliste de la bourgeoisie, prisonnières des jeux parlementaires et du mythe trompeur du dialogue social.

La colère, la révolte sont légitimes, elles ne doivent pas se tromper d'ennemi mais trouver leurs ami·es et alli·es pour construire un front des producteurs contre TotalEnergies, la grande distribution et les actionnaires qui spéculent sur nos vies. Salarié·es et travailleur·es indépendant·es, petit·es producteur·trices des villes et des campagnes ont les mêmes intérêts, ici et par-delà les frontières. Ils ont besoin de construire des liens de solidarité et de coopération avec les travailleur·es d'Iran, le peuple palestinien, ceux du Moyen Orient et, en premier lieu, avec les travailleur·es d'Europe pour construire contre les Macron, Merz, Melloni et autres Orban une Europe de la paix, les Etats-Unis socialistes d'Europe.

Plus globalement, la déroute de la première puissance mondiale, la mondialisation en cours de la guerre économique et militaire, la marche à la faillite du capitalisme pose la nécessité de changer radicalement la façon dont sont produits et échangés les biens nécessaires au bien-être de toutes et tous, c'est-à-dire d'en finir avec la propriété capitaliste, la financiarisation de l'économie pour instaurer la propriété collective et la planification démocratique de la production et des échanges, le socialisme.

Yvan Lemaitre

Dans le contexte de mondialisation de la guerre économique et militaire, de la menace de krach capitaliste, le mouvement ouvrier et révolutionnaire après les municipales

Au lendemain des élections municipales, autour de nous le climat est morose, la situation pèse. Les camarades qui ont constitué les listes sont sans conteste fier-es d'avoir mené la campagne, d'avoir participé à cette expérience collective, et fier-es des liens tissés, des débats, d'avoir publiquement porté ces idées avec leur nom sur un bulletin de vote en rupture avec la résignation, l'air ambiant. Mais il y a aussi beaucoup de questionnements sur la période, sur les suites possibles ou pas et sur le mouvement révolutionnaire lui-même.

Le discours genre « *on a gagné* » qui règne au sein du NPA-R ne correspond pas vraiment à la réalité. Et c'est vrai de façon générale pour les différentes organisations. RP, avec un enthousiasme un peu surfait avec 9 listes et 2 élu-es se félicite d'une campagne « *remarquée et prometteuse* » et indique que « *la dynamique doit se prolonger en s'organisant, dans les entreprises, les lieux d'études et de travail, pour appuyer chaque lutte et reconstruire une organisation révolutionnaire de combat en France, mais aussi à l'international* ». Bon... Et LO, façon modeste, avec 280 listes et 24 élu-es, explique à propos de ses résultats « *Ces petits chiffres montrent que, dans un contexte marqué par la montée des idées réactionnaires, un courant communiste et révolutionnaire peut être présent, à la force du poignet, dans les principales agglomérations et dans de nombreuses villes moyennes* ». Et on peut passer à autre chose, ou plus exactement, reprendre pour chacun la construction de « son » organisation « *communiste révolutionnaire* »... Nous pensons que ce n'est pas raisonnable. Ou plus exactement pas responsable si on prend un minimum au sérieux ce que les uns et les autres avons porté dans la campagne.

Pour illustrer le propos à travers la constitution de 3 listes que des camarades qui se reconnaissent dans notre courant ont animées dans la banlieue bordelaise dans le cadre de la campagne du NPA-R, notre objectif était la constitution d'un collectif militant pour faire de la propagande socialiste, poser la question du pouvoir, pour que ceux qui travaillent décident comme l'indiquait l'intitulé de deux des listes, « *c'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons* ».

C'est sur cette base, et en portant l'opposition à la guerre, que nous nous sommes d'abord regroupé-es avec des camarades avec qui nous militons déjà au quotidien, nous convainquant ensemble de l'utilité d'une telle liste. Des militant-es syndicalistes, associatif-ves, féministes, internationalistes, en solidarité avec les migrant-es... certain-es pour qui c'était le premier engagement politique, ou engagement tout court, venus à travers d'ami-es, de parents ou pour quelques-un-es rencontré-es devant un supermarché.

La constitution même des listes a été l'occasion d'échanger sur ce que nous voulions porter, à travers des comités de campagne hebdomadaires. L'occasion de formuler la cohérence de nos combats, de nos révoltes, la nécessité de les intégrer dans un projet global, celui de la prise en main de la société et de sa transformation par les exploité-es et opprimé-es eux et elles-mêmes, et en quoi c'était possible et utile de porter ces idées dans la campagne... et après. Car ce qui était clair pour les camarades qui y ont participé, c'est que le besoin de se regrouper entre anticapitalistes révolutionnaires, de débattre, de réfléchir ensemble pour intervenir allait bien au-delà des élections.

C'est à travers ces discussions que les camarades se sont convaincus de l'utilité de se présenter et ont convaincu autour d'eux, si bien que sur chacune de ces communes nous avons constitué les listes avec une relative facilité. Et sur chaque commune c'est une dizaine ou quinzaine de camarades qui ont participé d'une manière ou d'une autre aux débats et activités, les comités de campagne étant de fait la direction de la campagne où tout se discutait et se décidait.

Sur la ville de Bordeaux, LO et RP avaient depuis longtemps annoncé leurs candidatures et Philippe Poutou, élu sur liste NPA-LFI en 2020, présentait cette fois une liste indépendante de LFI. Au lendemain du 10 septembre, nous avons proposé une rencontre localement aux autres organisations, « *Chacune de nos organisations œuvre dans la mesure de ses possibilités à la construction d'un mouvement d'ensemble, à son indépendance de classe, à son organisation démocratique, mais loin des possibilités que nous aurions si nous étions capables d'agir en commun. C'est pourquoi nous vous proposons de nous rencontrer afin d'avoir un échange sur la situation. Il nous semble utile, par ailleurs, de nous informer sur nos intentions respectives à propos des municipales et leurs enjeux* »... Réponse de LO : « *On ne voit pas trop l'utilité d'une telle rencontre, d'autant que notre emploi du temps est très chargé* ». Et de RP : « *En vue du calendrier, il nous semble complexe de concrétiser un rendez-vous, mais nous restons ouverts pour échanger lorsque nos plannings nous le permettent* »...

Il y a donc eu 4 listes révolutionnaires puisque des camarades du NPAR ont décidé de mener la campagne autour de leur propre liste. Nous avons défendu en son sein, à notre niveau, une orientation de regroupement des révolutionnaires pointant l'aberration de cette juxtaposition des listes.

Faire vivre les acquis de la campagne, s'organiser pour répondre aux inquiétudes et à la colère dans un moment de basculement

Aujourd'hui, la question qui se pose à tous les révolutionnaires c'est comment faire vivre les acquis de la campagne dans une situation où le décalage entre ceux d'en bas et ceux d'en haut ne cesse de se creuser. Quelles perspectives formuler avec celles et ceux avec qui nous avons mené campagne ; quelle politique nous défendons au sein du monde du travail, dans le mouvement de la jeunesse, dans le mouvement des femmes...

Nous pensons que chercher à gagner les camarades qui se sont engagés avec nous dans la campagne à « son » organisation comme y invitent chacune des directions ne répond ni aux besoins ni aux possibilités du moment. Il nous semble nécessaire d'appeler l'ensemble des camarades avec qui nous avons mené campagne à être des militant-es du mouvement révolutionnaire et à agir pour son rassemblement par-delà ses organisations, pour leur dépassement, à transformer les comités de campagne en comités lutte de classe, lieux démocratiques de débat et pour agir politiquement en direction du monde du travail et du mouvement ouvrier. D'autant que la plupart de ces militant-es qui n'ont eu aucun problème à porter une étiquette politique révolutionnaire durant la campagne sont très critiques du sectarisme et de la division des organisations... et ont bien du mal à comprendre la satisfaction qu'elles affichent.

A l'opposé de cette satisfaction, pour nombre de travailleur-es, de jeunes, de femmes, d'immigré-es, l'inquiétude est grande face à la guerre, à la montée des extrêmes-droites, des populismes, de la réaction alors que les inégalités explosent, que les prix flambent et que tous les droits acquis sont remis en cause.

A une très large échelle, chacun-e perçoit que la fuite en avant du capitalisme fait plonger la société dans le chaos, que la mondialisation de la guerre, économique, sociale et aujourd'hui militaire accélère la crise globale, la menace de krach alors que les cours du pétrole flambent, que l'économie mondiale est désorganisée et que les marchés financiers vacillent, suspendus aux déclarations et à l'imprévisibilité de Trump, sans parler de la crise environnementale majeure.

Dans le monde entier, de larges fractions du monde du travail, des opprimé-es ont conscience d'être dans un moment de basculement qui se fait en direct dans les consciences, à l'échelle planétaire.

Le cynisme et la perversion des classes dominantes que personnifient les Trump, Musk, Bezos, Epstein et autres, la folie de leur soif de puissance, de profit, de domination, l'irrationalité et l'instabilité de leur système et de ses dirigeants sont vécus, ressentis en direct par des centaines de millions, des milliards de jeunes, de femmes, de travailleuses et travailleurs sur la planète.

Les 8 millions de manifestant-es aux USA le week-end dernier *No Kings, no War, no ICE* en sont l'expression, comme les 500 000 personnes dans les rues de Londres contre l'extrême-droite, mais aussi le 12 février dernier les dizaines de millions de grévistes en Inde lors de la grève générale contre la casse du droit du travail qui a réuni travailleur-es

de l'industrie, des services, paysan·nes, étudiant·es, organisations féministes... une grève générale qui avait lieu avant le déclenchement de la guerre contre l'Iran dont les conséquences touchent de plein fouet aujourd'hui l'économie indienne.

C'est dans ce contexte qu'il nous faut apprécier la campagne et les résultats qui témoignent d'un courant révolutionnaire qui, certes minoritaire mais bien réel, s'est fait entendre contre la guerre, l'austérité et le militarisme, affirmant un anticapitalisme plus profond avec une adhésion plus grande aux idées révolutionnaire que dans le passé.

Nous avons besoin de saisir ce qui est en train de se passer. Sommes-nous dans crise « classique » d'un capitalisme *as usual* comme le défendent certains (en affirmant que comme toujours « *le capitalisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage* » ou en répétant le mot d'ordre de « *lutte contre l'impérialisme* » ou le colonialisme) ? Et qui fait que l'ensemble des courants révolutionnaires continuent leur politique et leurs divisions elles aussi « *as usual* » avec dans ces municipales 3 voire 4 listes rivales se réclamant du trotskisme dans de grandes villes ... Ou bien y a-t-il une accélération -ce qui nous semble difficile à nier- et dans ce cas qu'est-ce que cela change pour le mouvement ouvrier et pour le mouvement révolutionnaire ?

Comment se pose la question du parti que chaque organisation appelle de ses vœux tout en théorisant l'auto-construction sans discuter à partir de quelles réalités, quelles évolutions, quelles étapes un parti révolutionnaire peut voir le jour alors qu'il n'existe plus aujourd'hui de parti du monde du travail, même réformiste ?

Et quel contenu concret, militant, à partir des besoins et des possibilités de l'heure, donner à un Front démocratique des révolutionnaires qui ne pourra voir le jour qu'en s'adressant non seulement aux autres organisations mais au-delà à toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans nos idées mais restent en dehors des organisations tant leur sectarisme rebute, privant les idées révolutionnaires d'une audience suffisante pour être crédibles.

La prise en main de la société par les travailleur-es, une nécessité vitale face à l'irrationalité du système, l'engrenage de violences et de destructions

La guerre dans laquelle Trump et Netanyahu entraînent la planète est une guerre sans fin que personne ne maîtrise, qui accentue les contradictions du capitalisme financier mondialisé et menace de précipiter sa ruine. Les difficultés d'approvisionnement en pétrole et en gaz, la désorganisation du transport maritime et des échanges, la rupture de chaînes de valeur annoncent de nouvelles vagues de faillites, de licenciements, de coupes violentes dans les budgets publics pour financer la guerre et le militarisme. Avec une inflation qui flambe et dévore les salaires.

Au sein des grandes puissances occidentales, des décennies de développement relativement paisible ont fait croire à une certaine rationalité et stabilité du système par-delà la violence du pillage capitaliste qui s'est toujours accompagné de guerres. Mais la guerre en cours n'est pas un épisode de plus, elle s'inscrit dans un moment historique de crise majeure du capitalisme sénile.

Les docteurs Folamour Trump ou Netanyahu sont le produit de l'engrenage et de la folie de leur propre système, lancés dans une fuite en avant alors que l'armée américaine, la plus puissante du monde, et l'armée israélienne suréquipée se révèlent, au bout de plus d'un mois de bombardements massifs, incapables de soumettre l'Iran et se trouvent confrontés à leur opinion publique avec des manifestations massives contre la guerre aux USA, à Londres ou à Rome mais aussi à Tel Aviv malgré la répression.

L'instabilité et l'irrationalité du système, la spirale de violence, de réaction, d'ignorance dans laquelle il s'enfonce sont en train de changer le regard de centaines de millions de travailleur-es dans le monde jusqu'au cœur des pays les plus riches. Cela devient une question vitale face à la barbarie d'un système qui écrase, étouffe toute la société pour assouvir la soif de profit et de domination de l'ultra minorité richissime.

A Minneapolis, où l'organisation de la population a fait reculer la milice fascisante de l'immigration de Trump, les banderoles plantées le 28 mars devant le Capitole de l'Etat affirmaient « *Nous avons des sifflets, ils avaient des armes à feu* » et « *La révolution commence au Minnesota* ». Alors, s'il ne manquera pas de démocrates et autres politiciens pour essayer de détourner cette conjonction des colères sur un terrain institutionnel à quelques mois des élections de mi-mandat, ce qui a « commencé » au cœur de la première puissance capitaliste c'est la démonstration de la force et de la supériorité des travailleur-es et de la population quand ils s'organisent en ne comptant que sur eux-mêmes. Et cette « *révolution qui commence* », suivie en direct dans le monde, était au cœur de bien des discussions durant les municipales.

La crise de domination de la bourgeoisie, la rupture du monde du travail avec la gauche et les manœuvres parlementaires posent la question d'un parti du monde du travail

La défiance grandissante des travailleurs, des jeunes, des classes populaires vis-à-vis du système et des partis parlementaires s'est traduite par un record d'abstention (hors Covid), 43 % aux 1^{er} et 2^{ème} tours, plus de 70 % dans certains quartiers populaires.

Dans un contexte d'offensive réactionnaire tous azimuts, d'appel à l'union des droites et extrêmes-droites par une fraction non négligeable des classes dominantes derrière les Stérin, Bolloré et consorts, et alors que Zemmour appelle à une primaire allant de Reconquête à Horizon... les recompositions à droite sont à la peine. Les municipales ont surtout donné à voir les rivalités à l'image du

règlement de comptes Ciotti-Estrosi tandis que la liste des prétendants déclarés pour la présidentielle s'allonge, de Retailleau à Darmanin, Attal, Philippe qui considère avoir eu sa primaire au Havre et jusqu'au revenant Villepin...

Quant à l'extrême-droite, elle a renforcé ses positions sans pour autant atteindre ses objectifs. Il ne s'agit pas de minimiser le problème et le danger, mais ce petit monde des Knafo, Bardella, Le Pen, Maréchal and Co, déchiré entre appétits rivaux, apparaît encore en décalage avec le contexte et les besoins des classes dominantes. Mais la menace est bel et bien inscrite dans l'évolution de la crise de domination du capitalisme et le choix de la bourgeoisie de confier son sort au bloc réactionnaire dont le poids politique grandit. L'épisode de l'hommage national à un néonazi nostalgique du fascisme, antisémite, misogyne, avec l'Assemblée nationale debout derrière Ciotti, même si aujourd'hui beaucoup voudraient le faire oublier, en témoigne. De même que la violente campagne contre LFI et « l'extrême-gauche », celle pourrie contre les nouveaux maires de banlieues populaires, campagnes qui attestent de la trahison et de la haine des classes dominantes et de leur personnel politique vis-à-vis de tout ce qui peut encourager le monde du travail, les jeunes, les immigrés à relever la tête.

LFI a bénéficié de la rupture des classes populaires, du monde du travail, de la jeunesse avec les institutions et avec le reste de la gauche complice de Macron. Le PS et ses alliés (convertis à la vidéosurveillance et l'armement de la police municipale) ont reculé malgré la victoire sur le fil à Paris, Marseille ou Lyon.

LFI, qui avait fait de ces élections un enjeu d'implantation institutionnelle dans les principales villes du pays, en se présentant systématiquement seule au 1^{er} tour à de rares exceptions près, a remporté des villes comme Saint-Denis ou Roubaix. Même s'il ne s'agit pas d'un raz-de-marée, de nombreux électeurs se sont emparés de ces candidatures pour dire leur révolte, leur opposition à la guerre, bien au-delà de ce qu'est LFI et de ses orientations. Et cela d'autant plus que les révolutionnaires étaient peu audibles. Divisés et concurrents tout en menant quasiment la même campagne, ils ne pouvaient donner suffisamment confiance.

Les jeunes des quartiers populaires qui ont fêté la victoire de Bally Bagayoko et des autres maires issus des quartiers fêtaient avant tout une revanche, la fierté face au mépris quotidien, à la haine, à la crasse des riches et des racistes. Mais bien peu ont l'illusion que cette élection ou une autre peut « *changer la vie* » et croient à une « *révolution citoyenne par les urnes* ». Ils savent que les lendemains vont être rudes.

Plus que jamais les besoins et aspirations des classes populaires ne peuvent trouver de réponse sans remise en cause par les travailleurs et la population eux-mêmes du pouvoir de la finance et de la propriété capitaliste. Et LFI ne le prétend même pas. Elle n'a d'autre perspective à offrir à la révolte ouvrière et populaire que des joutes parlementaires impuissantes sur fond nationaliste glorifiant « *notre*

armée », « notre porte-avion » ou glorifiant la « présence française sur les cinq continents ». Elle reste par ailleurs dépendante du PS et des tambouilles électorales pour « conquérir » les institutions. L'entre-deux-tours au nom d'un prétendu « front antifasciste » avec le PS l'a illustré. Des accords qui ont si peu convaincu les travailleurs et les jeunes que les reports de voix ne se sont pas faits. Et Bompard vient de récidiver en proposant aux Verts et au PCF une candidature commune à la Présidentielle...

La lutte contre l'extrême-droite est une lutte de classe, internationaliste, qui rejoint celle contre la guerre, sociale et militaire. Une lutte contre la domination de l'infime minorité parasite qui ne peut se maintenir qu'en tentant de mettre au pas le prolétariat et les classes populaires. Il ne peut y avoir quelque front « antifasciste » dans les élections, les conseils municipaux ou au Parlement. La lutte ne peut se mener que sur un terrain de classe, en toute indépendance des partis institutionnels qui postulent tous à gérer les affaires de la bourgeoisie française, LFI comprise. Elle nécessite que le mouvement révolutionnaire se regroupe sur une base d'indépendance de classe autour d'un programme pour la prise du pouvoir par les travailleur-es, de façon concrète autour de ce que les uns et les autres nous avons de fait défendu ensemble dans la campagne, indépendamment des axes, recettes autour desquels chaque fraction fait valoir son originalité par rapport aux autres.

Il n'y a plus aujourd'hui de parti du monde du travail, même réformiste. La gauche, toutes nuances confondues, a abdiqué même de réformer le système qu'elle se contente de gérer là où elle le peut. La bourgeoisie n'a aucune marge à lui laisser.

Un nécessaire front démocratique des révolutionnaires pour contribuer à l'unité de la classe ouvrière, un front de classe dans l'objectif de la prise du pouvoir

Les résultats des révolutionnaires ont certes été modestes mais ils ont permis qu'un courant se fasse entendre contre la guerre, le militarisme, le capitalisme. Au total, les listes révolutionnaires portées par Lutte ouvrière, le NPA-Révolutionnaires, Révolution permanente ou le Parti des travailleurs ont rassemblé près de 120 000 voix... Un peu plus de 380 listes au total touchant moins de 25 % de l'électorat, construites et animées par des collectifs de travailleur-es, des jeunes, des retraité-es, qui toutes affirmaient le refus de la guerre et la nécessité que ceux qui font tourner la société postulent à la diriger.

Les votes qui se sont portés sur ces listes expriment un anticapitalisme plus profond que celui qui s'est exprimé depuis 95-2000. Ce n'est plus l'expression d'une « opposition de gauche » mais la contestation du pouvoir et de la propriété capitaliste, l'affirmation que c'est aux travailleurs de diriger la société et d'organiser l'économie, avec une plus grande adhésion à la perspective socialiste.

La relative facilité avec laquelle ces listes ont été constituées, y compris quand plusieurs organisations en

construisaient en parallèle, témoigne d'une réceptivité aux idées révolutionnaires, d'un besoin et de possibilités qui sont le fruit des évolutions de conscience davantage que du volontarisme militant, aussi nécessaire soit-il.

Et pourtant les organisations révolutionnaires ont eu du mal dans la campagne, les professions de foi, à formuler un raisonnement général permettant de penser comment un changement social pourrait intervenir et ainsi dépasser la dimension syndicale de revendications telles celles autour de l'augmentation des salaires et de mesures d'urgence portées par le NPAR, ou les revendications municipales de RP au nom du besoin de « dialoguer avec les préoccupations concrètes (y compris locales) des travailleurs et habitants ». Ou bien elles l'ont fait de façon proclamatoire telle LO qui est probablement l'organisation qui est allée le plus loin dans l'analyse de la période et la propagande révolutionnaire mais de façon déconnectée des évolutions de conscience à l'œuvre : elle appelait à voter « pour une liste de travailleurs du rang, de retraités, de chômeurs, conscients d'avoir à s'organiser et à lutter pour défendre les intérêts des exploités et changer la société ». Comme s'il s'agissait d'appeler ceux qui ne sont pas conscients à soutenir ceux qui affirment l'être.

Les camarades de RP cherchant à s'adresser au public LFI, ont pour beaucoup esquivé la question du pouvoir et joué sur les ambiguïtés, appelant selon les moments à construire une « gauche révolutionnaire », une « gauche anticapitaliste », voire une « gauche qui lutte » ou « gauche de combat », formulations qui ne sont pas sans rappeler celles employées pendant la campagne Poutou de 2022... Un vocabulaire que les mêmes camarades pourfendaient alors avec vigueur.

Si on ne peut par ailleurs que souscrire quand les mêmes camarades de RP expliquent -a posteriori- que « *Malgré nos désaccords, une dynamique commune de l'extrême gauche, avec les forces et faiblesses des implantations respectives de chaque courant, serait plus à même d'incarner une ambition de ce type et de faire entendre des idées anticapitalistes et anti-impérialistes que 3 ou 4 listes concurrentes, supposant un grand effort et un coût certain pour des scores souvent infimes* », cela n'a de sens et ne sera possible que si cela s'intègre dans une stratégie globale, bien au-delà de la question électorale qui ne peut servir que de façon très relative aux révolutionnaires. Et à condition que la préoccupation soit de s'adresser au monde du travail pour gagner aux idées de la lutte de classe, du socialisme et du communisme, et non pour chaque courant de « faire connaître » ses porte-paroles avec une personification un peu hors de propos.

A travers les différentes campagnes aux municipales, les divergences ou les points de discussion renvoient aux causes et aux effets des divisions : chaque courant est prisonnier de considérations pratiques, tactiques qu'il théorise et qui l'emportent sur les questions de perspectives et de stratégie.

Les questions économiques, c'est à dire la question des rapports entre les classes, sont reléguées au second plan

et ne permettent pas, dès lors, de prendre la mesure des fractures à l'œuvre, des contradictions, des faiblesses du capitalisme qui se réfractent dans les consciences de larges masses et conditionnent les nouvelles voies historiques de la transformation révolutionnaire de la société.

Ça s'est retrouvé dans les campagnes des révolutionnaires qui ont souvent privilégié la dénonciation du capitalisme sans développer suffisamment une propagande socialiste illustrant les perspectives et les possibilités révolutionnaires.

Nous ne pouvons répondre à celles et ceux qui se tournent vers les révolutionnaires, qui veulent agir, s'engager, sans les armer d'une compréhension scientifique, marxiste des rapports sociaux, de classe, non de façon proclamatoire mais à partir de la situation concrète des travailleur-es, des jeunes, des enseignements des affrontements en cours. Cela afin de comprendre la période et les tâches qui en découlent, en se dégageant des mythes du passé qui ne peuvent répondre aux situations nouvelles. Nous ne pouvons coller la situation d'aujourd'hui à celle de 1917 sous l'empire tsariste, à celle de 1933-34 en Europe ou du Front populaire de 1936. Nous ne pouvons pas faire comme si le réformisme existait encore, comme s'il n'y avait pas de profondes ruptures avec les appareils bureaucratés et institutionnels syndicaux et parlementaires. Pas plus que nous ne pouvons rester commentateurs ou conseillers des travailleurs dans l'attente que se crée le grand parti des travailleurs. Cela alors que le passé le plus récent des révolutionnaires a été marqué par des scissions et des exclusions donnant chacune naissance à de nouveaux morcellements.

Donner de la crédibilité à nos idées, unir dans la clarté les forces révolutionnaires pour aider à l'émergence du parti de l'émancipation des travailleur-es par ell-eux-mêmes

Les divisions des organisations révolutionnaires entrent en contradiction avec les besoins de la révolte du monde du travail et de la jeunesse, leur rupture vis-à-vis des appareils bureaucratés, la défiance à leur égard. Il y a une attente et une recherche qui dépassent les capacités et les compétences de chaque organisation révolutionnaire. Et pourtant aucune n'ose proposer une démarche unitaire et démocratique à l'ensemble des organisations et à celles et ceux qui regardent vers nos idées. Un aveu de faiblesse de la part de directions qui toutes sont convaincues de leur légitimité et qui appellent la classe ouvrière à s'unir, à s'organiser démocratiquement, à choisir et élire ses représentants...

Face à l'accélération de la crise, à la guerre, à la menace de l'extrême-droite, les aspirations et les initiatives des travailleur-es et de la jeunesse ne peuvent que bousculer les organisations et leur sectarisme. Il ne sera pas tenable d'affirmer pour l'essentiel la même orientation tout en justifiant rester chacun dans son coin en professant que seule « sa » méthode peut permettre de construire « *le parti communiste révolutionnaire* ».

Les révolutionnaires avons plus que jamais à aider à une compréhension matérialiste et historique de la société, à combattre l'idéologie que les classes dominantes inculquent, le mythe que l'histoire est faite par des grands hommes, l'individualisme... Des mythes que la marche même de la lutte de classe déboullonne.

Nous allons connaître des mouvements révolutionnaires à une échelle probablement supérieure à ceux qui ont explosé au lendemain de la crise 2008-2009 avec les printemps arabes et les mouvements des indignés dans les pays occidentaux.

Le courant dont une fraction s'est exprimée quand elle a pu ou l'a pensé utile dans le vote pour les révolutionnaires, mais qui est bien plus large, celui qui se mobilise dans les universités ou ailleurs contre la guerre, l'austérité, la réaction, ce mouvement a besoin de se constituer en parti. Toutes celles et ceux qui y participent, les organisations mais aussi celles et ceux qui sympathisent ont une place à prendre dans ce travail qui ne peut que combattre les divisions au sein de notre camp et militer pour son regroupement démocratique.

Le combat révolutionnaire est indissociable du combat pour la conquête de la démocratie par les travailleur-es. Toute l'histoire le démontre. Les rivalités sectaires, fruit du manque de confiance dans nos idées et au final dans les travailleur-es, sont un frein au développement de notre mouvement. Les divisions, le refus du débat privent nos idées de leur crédibilité, ils créent de l'incompréhension, de la défiance : les pratiques autocentrées de chaque organisation repoussent.

Sans impulser une dynamique unitaire et démocratique, aucune organisation seule ne pourra franchir le seuil critique qui permet de développer une influence de masse et de sortir de la situation d'un mouvement révolutionnaire divisé entre petites organisations pour aller vers l'ébauche d'un parti révolutionnaire qui tirera sa vitalité et sa vigueur des débats, de la confrontation et de l'élaboration collective.

Le NPA-R, lui-même issu d'une histoire plurielle, devrait être à même de prendre une initiative pour aider à dépasser cette situation.

Dans un article du 27 mars¹, RP disait réitérer « *sa proposition d'ouverture d'un processus de discussion et d'exploration en vue d'une participation commune ou concertée des partis d'extrême-gauche aux prochaines échéances électorales* ». Circonscrire les discussions à la seule perspective d'un « front électoral » du type du FIT-U en Argentine, auquel RP fait référence dans son article, ne répondrait pas aux besoins de l'heure. A moins qu'une telle initiative soit intégrée dans une démarche pour poser les bases d'un regroupement, d'un front démocratique des révolutionnaires dans la perspective d'un parti révolutionnaire des travailleurs.

Quelle que soit la façon de procéder des camarades de RP s'adressant aux autres organisations par le biais d'une interpellation publique au détour d'un article sur leur site -peut-être pas la meilleure façon si on souhaite une ré-

ponse positive...- cela pourrait être un point d'appui pour qui veut initier une démarche en direction du mouvement révolutionnaire, de ses organisations et de ceux qui regardent vers elles. Non pour départager Nathalie, Anasse, Selma ou Gael mais avec la perspective de poser les bases d'un regroupement.

Cela veut dire pour toutes les organisations franchir un cap pour ouvrir une discussion autour des enjeux et de comment les révolutionnaires peuvent ou non se saisir de la Présidentielle, avec quels objectifs, en se donnant quels moyens...

Pour répondre aux bouleversements en cours, aux évolutions des consciences, au mouvement qui naît par en bas porteur de perspectives révolutionnaires encore à l'état embryonnaire, nous avons besoin de rompre avec nos propres habitudes, nos divisions, la façon de faire la leçon aux travailleurs dont LO est souvent une caricature.

Les bouleversements de l'environnement social et politique exercent une pression dans le sens de la reconstruction d'un courant révolutionnaire large, démocratique en rupture avec les réflexes acquis durant la période de recul ou de stagnation. Une rupture indispensable pour donner confiance, entraîner des milliers de travailleurs et de jeunes qui regardent aujourd'hui vers les idées révolutionnaires en les appelant à en être partie prenante.

A ce jour, la préparation de la présidentielle s'annonce pour chaque organisation comme la mère des batailles, tant elle peut offrir des moyens matériels et une exposition inhabituelle pour les révolutionnaires. Force est de constater qu'à un an de l'échéance les logiques en cours ne s'orientent pas vers cela. Le NPA-R laisse planer peu d'ambiguïté sur ses intentions, justifiant à nouveau de ne s'adresser qu'à LO... qui a déjà annoncé la candidature de Nathalie Arthaud² : « *Avant ces élections municipales, nous avons fait la proposition à Lutte ouvrière de nous présenter ensemble. Pendant la campagne, nous avons continué à défendre l'idée que les organisations se réclamant du communisme révolutionnaire et voulant faire entendre les intérêts des travailleurs devraient chercher à intervenir ensemble dans les luttes, mais aussi à apparaître rassemblés dans les élections. Dans les villes où une liste NPA-R côtoyait celle de LO, nos candidats ont d'ailleurs défendu ouvertement cette démarche. Nous continuerons les efforts dans le sens de sa construction d'un tel pôle des révolutionnaires plus que jamais indispensable* ».

Concluant, à propos de RP et du PT, « *Nous avons des désaccords de fond sur la manière dont ces deux organisations conçoivent les tâches aujourd'hui prioritaires et l'intervention des militants révolutionnaires, ce qui s'est reflété dans la manière de mener nos campagnes respectives. Nous continuerons à débattre fraternellement de ces désaccords dans les temps à venir* ». Point final... le lecteur ne saura rien de la nature de ces désaccords qui semblent néanmoins être plus graves à l'auteur que le sectarisme décomplexé de LO !

Comme si les « désaccords de fond » que nous pouvons avoir entre organisations révolutionnaires, et en leur sein-même, n'avaient pas besoin d'être discutés, confrontés, passés au crible de l'activité au sein de la lutte de classes en associant toutes celles et ceux qui se sentent partie prenante du mouvement révolutionnaire sans forcément être membres de l'une ou l'autre de ses succursales.

Face au basculement dramatique que connaît le monde, le mouvement révolutionnaire a besoin de confronter publiquement les analyses de la période et de nos tâches pour travailler à formuler une stratégie, un programme qui nous rassemblent et surtout qui permettent aux travailleur.es, aux jeunes de se rassembler pour changer la société.

Plus que jamais le contexte nécessite d'engager une démarche donnant un contenu démocratique, vivant à ce qui est devenu un slogan du NPA-R vidé de toute substance, le « Pôle des révolutionnaires » qui soit autre chose que de mendier une reconnaissance de LO qui ne sourit au NPA-R que quand elle se sent confortée dans son sectarisme. Une démarche qui inclurait la question de la présidentielle mais ne s'y limiterait pas car ce que nous voulons initier vise, bien au-delà de cette question, à définir une politique pour jeter les bases d'un parti des travailleur-es.

Face à la guerre sociale, militaire, aux bouleversements en cours, à la montée des extrêmes-droites, le mouvement ouvrier et les révolutionnaires vont se trouver confrontés à des problèmes et des possibilités d'une ampleur totalement inédites qui exigent du mouvement révolutionnaire une mue profonde, des initiatives tout aussi inédites.

Le 4 avril 2026

Démocratie révolutionnaire

1 <https://www.revolutionpermanente.fr/Revolution-Permanente-l-extreme-gauche-et-les-elections-municipales>

2 <https://npa-revolutionnaires.org/plus-de-100-000-voix-pour-les-listes-revolutionnaires-aux-elections-municipales/>